

1er Anniversaire de l'Association des Femmes de la Presse malienne :  
L'AJFM vole au secours des veuves et orphelins des militaires

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 10 MARS 2020

560

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**Boubou Cissé au Nord du Mali**

**Des paroles et des images**



**Affaire Birama Touré : Les Touré déclarent  
la guerre à Karim Keïta**



**Pour la Paix et la Stabilité au Mali :  
La responsabilité revient à l'Etat**

# FOFY<sup>®</sup> INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

## CUIVES

## MALISADIO



Santé • Sécurité • Economie



<b>Une</b>	Boubou Cissé au Nord du Mali : Des paroles et des images	<b>P.4</b>
<b>Brèves</b>	Procès Bandiougou Doumbia : 2 ans de prison ferme <b>P.11</b> En réponse à l'offre de dialogue du président IBK : Les chefs terroristes posent comme condition sine qua non le départ des troupes étrangères <b>P.11</b> Mouvement d'individus armés non identifiés entre Léré-Nampala : Des hommes armés en motos et dans des pick-up investissent la localité de Fassala <b>P.12</b> Association Dilly Kafo : Naissance d'une association mère dans la région de Nara ! <b>P.12</b> Kayes : Un mort dans un braquage dans l'arrondissement d'Aourou <b>P.12</b> Fraude commerciale à la station Oryx Energy : ALCOM réclame deux milliards FCFA <b>P.13</b> Affaire Karim WADE : L'Etat du Sénégal encore débouté à Monaco <b>P.13</b> Problème foncier à Yirimadio : Cocktail explosif que le gouvernement doit vite désamorcer <b>P.14</b> Mondoro : 20 terroristes tués par les FAMA <b>P.14</b>	
<b>Actualité</b>	Promotion de l'Investissement Prive : Vers la promotion du secteur <b>P.15</b> 1er Anniversaire de l'Association des Femmes de la Presse malienne: L'AJFM vole au secours des veuves et orphelins des militaires <b>P.16</b> Yirimadio : Le MPFEF inaugure le Centre d'autopromotion de la femme réhabilité <b>P.17</b>	
<b>Politique</b>	Elections législatives : Les candidats de l'Alliance URD et LDC affutent leurs armes <b>P.18</b> Pour la Paix et la Stabilité au Mali : La responsabilité revient à l'Etat <b>P.19</b> Campagne électorale des législatives : YELEMA donne le ton <b>P.20</b> Affaire Birama Touré : Les Touré déclarent la guerre à Karim Keïta <b>P.21</b> Club Perspective et Développement : Le cercle de réflexion reprend du service en juin 2020 <b>P.22</b>	
<b>Culture &amp; société</b>	MASA 2020 : Le Mali présent avec 10 artistes ou groupes d'artistes <b>P.23</b>	
<b>International</b>	3e mandat : Macron salue Ouattara <b>P.24</b> Soudan du Sud : Les négociations traînent pour un gouvernement d'union nationale <b>P.24</b> L'Italie, 2e pays le plus touché, 1er décès en Afrique : Le coronavirus continue à se propager <b>P.25</b>	
<b>Sport</b>	Coronavirus : Annulation du CHAN 2020 au Cameroun ? <b>P.26</b>	

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**  
**Siège** : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)  
**Email** : ampike@gmail.com / malikile@gmail.com  
**Site Web** : www.malikile.com  
**Contacts** : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

**P.11**



**P.16**



**P.22**





## Boubou Cissé au Nord du Mali : Des paroles et des images

Six ans après Moussa Mara, la visite de Boubou Cissé dans la région de Kidal devait être l'occasion d'un retour de l'administration dans la cité rebelle. Si du point de vue officiel la visite du Premier ministre a été satisfaisante sur le plan de l'accueil chaleureux réservé à la délégation, Boubou Cissé a fait de nombreuses promesses concernant des projets de développement aussi bien dans la ville de Kidal qu'à l'intérieur de sa région. Quand on sait que les attentes sont énormes au Nord depuis que la rébellion de 2011 et les attaques qui l'ont suivie ont détruit de nombreuses infrastructures, les promesses faites par Boubou Cissé si elles se concrétisaient seraient déterminantes dans le retour de la confiance entre le pouvoir et les populations. Cependant, le Gouvernement a habitué les Maliens à des promesses qui sont rarement tenues. Il faut espérer que celles faites lors de ce voyage permettront de soulager les populations qui man-

quent de tout en raison notamment des détournements de centaines de milliards qui devraient être investis dans de nombreux projets de développement. Ceux qui ont détournés ces deniers publics sont pour la plupart connus et parmi eux se trouvent aussi bien des fils du terroir que des cadres originaires du sud du Mali. Comment tenir les promesses faites les agents en charge du développement savent qu'ils peuvent détourner en toute impunité.

Annoncée depuis plusieurs mois, la visite du Premier ministre Boubou Cissé à Kidal et dans plusieurs localités du grand nord du Mali a finalement eu lieu la semaine dernière. C'est un événement d'une grande portée quand on connaît toutes les difficultés que les groupes armés du nord, particulièrement la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), se plaisent à poser dès qu'il s'agit de la volonté du Gouvernement de reprendre pied à Kidal. En effet, depuis la signature de l'Accord pour la paix et la

réconciliation nationale les 15 mai et 20 juin 2015 à Bamako, la CMA et le Gouvernement ont passé tout le temps à se défier en s'accusant mutuellement de manquer de bonne foi dans la mise en œuvre dudit accord. Depuis 5 ans, la confiance n'a jamais régné entre les deux parties car les termes de l'accord négocié à Alger portent véritablement les germes de la sécession du Nord. La récente déclaration du Président de la République demandant la révision de certains points de l'accord pour la paix et la réconciliation nationale, quoique le principe de la relecture soit inclus dans l'accord, a été perçue par la CMA comme une volonté de remettre en cause les acquis d'Alger. Et l'annulation de la session du Comité de suivi de l'Accord (CSA) qui devait se tenir à Kidal n'a pas amélioré le climat de méfiance entre la CMA et le Gouvernement. Symboliquement donc, la visite de Boubou Cissé marque le début de la normalisation de la situation à Kidal et sa région. Mais substan-





tiellement de gros problèmes demeurent notamment en matière sécuritaire. « L'armée reconstituée » qui est arrivée à Kidal le mois dernier est toujours confinée au Camp Abdoulaye Soumaré, laissant le soin à la CMA d'assurer la sécurité du Premier ministre et de la forte délégation qui l'accompagnait. Une humiliation pour notre armée qui n'a pu rentrer à Kidal que sous bonne escorte. Le Premier ministre était-il allé à Kidal ou à Canossa ? Surtout si l'on sait que le Gouverneur de la ville rebelle n'a pas d'emprise véritable sur la gestion de la Cité des Ifoghas et que certains jeunes ont brandi le drapeau aux couleurs de l'Azawad. Malgré tout le Premier ministre Boubou Cissé a été correctement accueilli. Les nombreux projets de développement qu'il a annoncés sont la preuve que Kidal ne peut se développer qu'avec la prise en main effective de sa destinée par le Gouvernement. Les nombreuses salves d'applaudissement qui ont suivi chacune des promesses du Premier ministre montrent combien les populations attendent que le Gouvernement prenne les choses en main. Il faut à présent souhaiter que ces promesses, fondées le plus souvent sur des requêtes introduites ou à soumettre à des partenaires techniques et financiers, n'ont pas, pour l'instant, de financements assurés.

En attendant que les promesses se concrétisent, l'on est en droit de se demander de quels moyens dispose le Gouvernement pour soulager et satisfaire les populations du grand nord. Empêtré dans les grèves interminables qui secouent actuellement le Mali et le coût

exorbitant de l'effort de guerre contre le terrorisme, le Gouvernement ne peut compter que sur l'aide internationale pour accompagner l'œuvre de reconstruction du nord qui est immense tant tout manque. L'eau, l'électricité, les infrastructures routières, la santé, le relance de l'économie locale, etc., demandent des financements que le Mali n'a pas. Boubou Cissé, qui est par ailleurs ministre des Finances, sait parfaitement de quoi il parle et peut-être qu'il a son idée sur comment réaliser toutes les promesses faites. Au plan du désenclavement de la région de Kidal, la réalisation de la route Kidal-Bourem, d'un coût de 87 milliards de FCFA dont 49 milliards sont déjà acquis, est une excellente nouvelle. Il en est de même de la promesse de construction de 15 km de routes urbaines dans la ville de Kidal. A moyen terme, c'est le retour de l'administration et tous les services sociaux de base qui est le défi majeur.

En effet, la région de Kidal est une région d'insécurité avec Ménaka où des attaques contre les symboles de l'État sont fréquentes. Or la sécurité est un préalable pour que les agents de l'État puissent retourner à leurs postes. C'est là où « l'armée reconstituée » a un grand rôle à jouer à condition qu'on lui donne les moyens indispensables à sa mission de sécurisation des personnes et de leurs biens. Cela est loin d'être gagné d'avance sans l'appui de la communauté internationale.

Il est regrettable que nul n'ait vu un seul drapeau malien flotter à Kidal pendant tout le séjour du Premier ministre à qui la traditionnelle montée des drapeaux à la Primature a dû manquer. Seul un petit fanion était déposé devant lui au cours d'une rencontre ou des petits malis ont d'ailleurs exhibé les couleurs de l'« Azawad ».

Le Premier Ministre a-t-il pu négocier la parti-





icipation de la CMA aux prochaines législatives ? Pas un mot n'a filtré sur ce sujet ?

Un grand moment d'émotion a été la visite du Premier ministre à Aguelhok, lieu de sinistre réputation où le camp militaire, après des heures de résistance aux forces rebelles et terroristes, est tombé. Une centaine de militaires maliens y ont été égorgés, filmés et les images postées sur les réseaux sociaux. C'était en 2011, au début de la crise malienne. A la date d'aujourd'hui, aucun des assassins des soldats maliens n'a été inquiété bien que de sérieux indices incriminent le Mouvement National de Li-

bération de l'Azawad (MNLA). Les images tournées par l'ORTM sur le lieu où ont été enterrés ces dignes et braves soldats, montrent le peu de soin apporté aux tombes. La désolation est immense de voir des gravas de ciment et de pierres qui sont la preuve que l'État ne célèbre pas à hauteur de souhait le sacrifice qu'a été celui de plus de 100 soldats et leur martyr à Aguelhok. Une stèle commémorative et des tombes dignes de leur sacrifice témoigneraient de l'intérêt de la République et soulageraient les familles des disparus et leurs camarades. Ce ne serait que justice car le Gouvernement

du Mali est accusé de ne pas honorer comme il se doit les victimes militaires de cette guerre qu'une poignée de Touareg apatrides alliés à des terroristes de même acabit imposent au Mali depuis bientôt dix ans.

Au final le Premier ministre a fait, selon l'expression utilisée par le Président de la République une belle visite. Jugement d'un spécialiste en belles paroles et images.

■ **DIALA THIÉNY KONATÉ**





## Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne

Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne est à Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur HCME. Suite au vandalisme des locaux des maliens de l'extérieur et du siège du Haut Conseil des maliens de l'extérieur situé à Niamakoro à Bamako par des migrants expulsés d'Algérie, le président du Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne (CSDM), HAÏDARA Chérif Mohamed, accompagné d'une forte délégation s'est rendu sur les lieux pour constater les dégâts et apporter son soutien au président Habib Sylla ainsi qu'à tout le personnel administratif. Mr HAÏDARA a tenu une conférence de presse sur place.



## Moussa Baba Coulibaly

Cherchez d'abord à comprendre et ensuite à être compris !



## Figaro du Mali

Mali : Semaine du coton malien : la valorisation au cœur des échanges



L'Association des Jeunes pour la Valorisation du Coton (AJVC) en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture organise trois jours d'échanges sur la problématique de la valorisation du coton au Mali, à partir du 13 mars 2020. L'annonce a été faite le vendredi 6 mars 2020 au cours d'une conférence de presse au Grand Hôtel de Bamako. Cette conférence était animée par M. Abdel Rahamane Sy, président de l'AJVC, accompagné de Mme Oumou Vanhoorébéké, Directrice Générale de Éléphant Vert.

Pour le président de l'Association des Jeunes pour la Valorisation du Coton (AJVC), Abdel Rahamane Sy, pour une meilleure croissance en termes de valeur ajoutée et la compétitivité de nos industries locales, Ces travaux tiendront compte de l'ensemble des acteurs évoluant dans la chaîne de valeur du coton.

Pour justifier la tenue de cette semaine de coton malien, M. Sy se prononcera sur la place que le Mali occupe dans la production et la place du coton dans le développement socio-économique du Mali. Il indiquera aussi que le Mali devient leader de la production en Afrique avec plus de 725.000 Tonnes de Coton graine durant 2017-2018. En 2018-2019, il perd une place au profit du Benin qui devient premier producteur avec plus de 678.000 tonnes. Il ajoutera que le coton couvre au Mali une superficie de 134.518 km<sup>2</sup> soit 11 % du territoire national, soit plus de 3.500 villages cotonniers enregistrés par la CMDT. Au Mali, Vingt-quatre pourcent (24%) de la population malienne vit dans la zone cotonnière. Cette population présente un taux de croissance annuel moyen compris entre 3,1% et 4 % sur la vision de la culture du coton et de sa transformation, (l'égrenage, filature, tissage, impression, finition).

Il affirme par ailleurs que la culture du coton biologique représente un enjeu important, ce projet s'inscrit dans cette dynamique afin

d'impacter sur sa productivité.

Les activités prévues pour cette première édition de la semaine du coton du Mali sont entre autres, une foire d'exposition, un forum sur la valorisation du coton, une rencontre B2B. Il y aura aussi un éco-tourisme, une résidence formation, une soirée culturelle et un défilé de mode. Et une remise des attestations mettra fin à cette première édition de la semaine du coton du Mali.

IB Koné



## RFI



En Afghanistan, Ashraf Ghani, déclaré vainqueur de la présidentielle, et son principal adversaire Abdullah Abdullah se sont tous les deux déclarés présidents. Les cérémonies d'investiture distinctes ont été perturbées par des tirs de roquettes

Sur trente-trois États désormais touchés par le coronavirus, huit ont déclaré l'état d'urgence. Le bilan des infections dépasse les 520 cas. Le paquebot Grand Princess est attendu ce lundi dans un port du nord de la Californie.

## Paul Diarra



URGENT : Grèves des enseignants: l'UNTM tape du point sur la table «Non à l'application de l'article 39

Nous sommes à trois mois de la fin de l'année scolaire, l'Union nationale des travailleurs du Mali (UNTM), qui était capable de mettre

fin à la grève des enseignants, serait sur le point d'ouvrir des hostilités contre le gouvernement si jamais, le Premier ministre Boubou Cissé mettait en application l'article 39 du statut des enseignants. Le gouvernement doit prendre sa responsabilité entre un problème national et l'intérêt d'un groupuscule. Quel Mali pour demain ? Ceux qui sont à la base du départ Soumeylou Boubèye Maïga doivent le regretter aujourd'hui, puisqu'il était sur le point de tenir une conférence sociale sur les revendications des syndicats.

### Amadou GON Coulibaly

Amadou GON Coulibaly est à Primature Côte d'Ivoire. Aujourd'hui, j'ai reçu la visite de mon ami et frère M. Pascal KOUPAKI, ancien Premier Ministre du Bénin, Ministre d'État, Secrétaire Général de la Présidence de la République du Bénin et de son épouse. C'est toujours avec beaucoup de plaisir que je revoie mon ancien collaborateur au Cabinet du Premier Ministre de la Côte d'Ivoire d'alors, M. Alassane Ouattara dans les années 1990 à 1993. M. Pascal Irénée KOUPAKI était à l'époque son Directeur de Cabinet Adjoint et moi son Conseiller. Abidjan, le 9 mars 2020.



### Jeune Afrique

Déjà renvoyé du poste de gouverneur de la Banque centrale du Nigeria, en 2014, pour avoir dénoncé la corruption des élites nigérianes, l'influent dirigeant Lamido Sanusi vient de perdre son poste d'émir de Kano dans des circonstances similaires.



### AGETIC

L'AGETIC est l'organisme gouvernemental chargé de développer et maintenir les infrastructures TIC de l'état et moderniser l'administration malienne.



### Adama Sogodogo

Demandez leur d'aller battre véritablement campagne plutôt que de se pavaner sur les réseaux sociaux.



Constat d'un début très timide de la campagne pour les législatives 2020 sur l'ensemble du territoire national.

### Zana Koné

Abdourahamane Toure et moi devons faire un concours de danse sous l'arbitrage avisé et impartial de Modibo Simbo Keita. Chanson choisie: Siaka KONE de Samba Oussou. Je suis en pleine répétition en ce moment. Aidez moi à améliorer mes pas. Nous allons gagner.



### Charles Blé Goudé

AGENDA DE LA HAYE  
Week-end très chargé pour le président du COJEP. Après les wê le samedi, c'était au tour du king GADJI CELI de visiter le Ministre Charles Blé Goudé le dimanche 08 mars dernier. Les deux hommes se connaissent et travaillent ensemble depuis de longues années. Honneur à toi le king et merci pour ton soutien. Ensemble nous irons loin. Allons à Gagnoa



### Modibo Simbo Keita

Le tigre avait pourtant dit qu' ils étaient hybrides...  
De l'islamisme sonnante et rébuchant.  
L'un a même épousé la fille de l'autre...



### Ammy Baba Cisse

Le signal de SAHEL FM est lancé en mode test. 89.1 MHz



### Amadou Tall

L'AVENIR EST LE PLUS IMPORTANT- Ceci est une occasion pour attirer l'attention des





jeunes journalistes, les stagiaires et ceux qui sont en formation que le #PLAGIAT et tout ce qui s'assimile au plagiat est un DÉLIT. Cela veut que qui se rend coupable de cette faute honteuse peut être traité devant le tribunal, mis en prison et payer des amendes. Le combat que mène Me #MountagaTALL depuis des années pour supprimer le #DelitDePresse pourrait réussir un jour. Mais, cela mettra pas à l'abri de la prison ceux qui commettent l'infamie du vol d'articles et de plagiat.

Ce que je veux faire comprendre aux jeunes journalistes est que cette pratique est COURANTE au Mali. Mais elle n'est pas normale. Les journalistes doivent revenir au chemin normal pour nous éviter d'être mis à la Une des 'Grin' par des procès honteux entre journalistes.

La presse privée malienne est un grand tamtam sans baguettes, une "grande chose sans bâtonnier" et une jungle sans loi. Nous sommes les savons qui lavons les autres tous les jours. Nous sommes les plus sales.

Pour lui, le chef d'Etat a galvaudé l'espoir et l'espérance des Maliens. "J'ai compris qu'IBK voulait juste devenir président de la République. Le reste n'est pas son souci. IBK est vraiment incapable de diriger le pays. Il n'a pas de solution. De tous les présidents du Mali, IBK est le plus mauvais".

Le guide religieux a aussi renouvelé sa bénédiction et réaffirmé son amitié à l'imam Mahmoud Dicko. "Mon amitié avec Dicko est au beau fixe. Il ne m'a rien fait de mal dans notre collaboration jusqu'à présent". Sa relation avec Mahmoud Dicko n'est pas "une combine contre le pays, mais vise à mettre un frein aux dérives des autorités du pays et défendre la religion musulmane."

Il a ensuite déclaré ne jamais soutenir une initiative visant à déstabiliser le pays, surtout en ce moment où le pays traverse une période délicate. C'est ce qui explique d'ailleurs son appel à l'imam Dicko de surseoir à la marche du vendredi passé. Pour Bouyé, le plus important maintenant est le calme et la stabilité dans le pays.

Le leader religieux a également expliqué qu'il ne fait pas de guerre par procuration, à travers Mahmoud Dicko. "Si je devais appeler à la révolte, je ne passerai pas par quelqu'un d'autre, je le ferai moi-même. Personne ne peut s'interposer entre moi et mon ami", a-t-il déclaré.

Source : Malicanal.com

## Moussa Cisse

La tendance est à la jeunesse dans ces législatures! Bonne chance à tous les jeunes et aux nouveaux visages



## Gouvernement du Mali

Sécurisation des élections de 2020

Le Général Salif à Mopti pour faire le point du niveau de préparation

Le Ministre de la sécurité et de la protection civile est accompagné des directeurs généraux de la Police, de la Gendarmerie, de la Protection civile et du chef d'état-major adjoint de la Garde nationale. Dès son arrivée, le ministre de la sécurité et de la protection civile s'est aussitôt rendu chez les notables de la ville pour les exhorter à



promouvoir un climat de paix et de retenue pour la bonne tenue des législatives de ce mois de mars de avril prochain. Une prière collective a mis fin à cette visite de courtoisie.

Une rencontre réunissant les différentes sensibilités politiques, les représentants de l'Administration et les partenaires techniques et financiers, a également eu lieu dans la salle de conférence du Gouvernorat de Mopti autour de la question des élections législatives. Avec 3272 bureaux de vote pour plus d'un million d'électeurs et au regard de la situation sécuritaire dans la région, la visite du Général Salif Traoré est une véritable bouffée d'oxygène pour Mopti. Prêchant la bonne parole, le Ministre Traoré a indiqué sans ambages que la tenue des législatives était indispensable pour éviter au pays un vide institutionnel qui ne ferait que compliquer la situation sociopolitique et sécuritaire déjà tendues. Les préparatifs vont bon train à Mopti et de nombreuses localités ont déjà reçu leurs matériels électoraux. Selon le ministre, la communication interpersonnelle directe au sein de la population dans le sens de l'apaisement est indispensable pour des élections paisibles. Avant de se retirer, le Général Traoré s'est prêté aux questions de son auditoire dont les attentes ont été comblées par les précisions du ministre de la sécurité et de la Protection civile.



Visite de 4 jours du PM Dr Boubou Cissé dans la région de Kidal, la visite a été bouclée ce samedi 07 Mars 2020 par la région de Ménaka, justement après Téssalit, Kidal, Aguel Hoc, le chef du gouvernement a eu des échanges avec les populations de Ménaka. Le Chef du gouvernement a été fait Amnokal de la ville de Ménaka, occasion pour lui d'inviter ses frères et sœurs à cultiver l'esprit de la paix et d'union sacré au tour du Mali.

ORTM1

## Koulouba Actu

A présent, il n'y a plus aucun doute qui tienne : l'imam Mahmoud Dicko a, bel et bien, les deux pieds dans la politique. Il est désormais une des voix les plus audibles à l'échelle nationale et avec qui il faudra nécessairement compter. Avec une audience aussi imposante que menaçante, le coup semble dorénavant parti pour une rude et subversive

# K

bataille contre le régime. Se disant témoin de tous les événements majeurs de l'ère démocratique, l'Imam ne voudrait plus se voir écarté de la gestion des processus publics.

### Gisèle NoorSaïd Flanda

Bon je ne sais pas pourquoi, ni comment certaines personnes s'amuse à voler les créations des autres!

Je sais qu'un cerveau coûte cher mais ayez un peu peur du ridicule quand même!

Cette page utilise le nom KARIT'OR crée par Soreya Guisso et l'utilise tranquillement sur son produit comme si de rien était!



### Emmanuel Macron

Pour faire face au Covid-19, l'union fait la force. J'appelle nos partenaires européens à une action urgente pour coordonner les mesures sanitaires, les



efforts de recherche et notre réponse économique. Agissons ensemble dès maintenant.

### Issoufou Mahamadou



En ma qualité de président en exercice de la #CE-DEAO, j'adresse mes chaleureuses félicitations aux nouveaux députés élus pour représenter les citoyennes et citoyens de notre espace communautaire durant les quatre prochaines années. -IM



### msaazawad

Visite du gouverneur de la région de #Ménaka et du président du collège transitoire sur le site devant abriter le congrès du #MSA. Ils étaient accompagnés du SG du mouvement Mossa\_ag Mali





## Procès Bandiougou Doumbia : 2 ans de prison ferme



**Le procès du prêcheur Bandiougou Doumbia, guide spirituel de Nouredine Islamiya a eu lieu lundi 9 mars au Tribunal de Grande Instance de la Commune VI. Un séjour à la maison d'arrêt de Bamako pour apologie du terrorisme et autres délits, il écope de 2 ans de prison. Plusieurs témoins à cette audience pensent que la justice a tranché dans les règles de l'art.**

**E**nfin, la justice est en voie de redorer son blason bien qu'elle n'ait pas bonne presse. Certains pensent que c'est une justice à double vitesse en tout état de cause, la sentence affligée démontre à quel point les autorités judiciaires maliennes veulent en découdre avec cette situation peu reluisante.

Après sa sortie ratée que d'autres ont qualifiée de peu orthodoxe, Bandiougou Doumbia avait été arrêté et déféré à la prison centrale de Bamako, le 18 février 2020. On se rappelle, il avait fait l'objet d'un mandat de dépôt. Quelques jours seulement ont suffi à la justice malienne pour tenir son procès et statuer sur son sort. Nonobstant l'immixtion des leaders religieux pour demander la clémence tout en reconnaissant les faits qui sont reprochés à Bandiougou, la justice n'a pas arrêté la procédure. Le verdict est connu, il est condamné à 2ans de prison ferme pour apologie du terrorisme. Sévère ou pas, il est temps d'engager une lutte farouche à tous ceux qui s'adonneraient à de tel acte.

Pour rappel, Bandiougou Doumbia a, dans une vidéo, tenu des propos outranciers, le dimanche 16 février dernier, lors d'un meeting de protestation des habitants de Tabacoro, menacés d'expulsion de leur site d'habitation au profit de l'érection de logements sociaux. Dans la foulée, ces propos ont suscité une vive excitation sur les réseaux sociaux. Dans cet enregistrement sonore, il a proféré des menaces de mort contre le président IBK et sa famille tout en faisant l'apologie du terrorisme à vi-

## En réponse à l'offre de dialogue du président IBK : Les chefs terroristes posent comme condition sine qua non le départ des troupes étrangères



**L**es chefs terroristes du « Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans » (GSIM) ont publié, hier dimanche 8 mars, une déclaration intitulée « en appel au dialogue ». C'est à travers le bras médiatique de propagande « Az Zallaqa » que les terroristes ont répondu à la demande de dialogue qui leur a été adressée par les plus hautes autorités du pays à leur tête le Président IBK. Même s'ils se disent disposés pour ce dialogue, ils ont posé comme condition le « départ des troupes étrangères, notamment les Français ».

Pour eux, c'est la seule voie pour participer à ce dialogue avec les autorités maliennes pour mettre fin au conflit sanglant. Dans cette déclaration, ces chefs terroristes ont également estimé que le départ de ces troupes est aussi une demande exprimée par les populations à plusieurs reprises.

Rappelons que cette demande avait été formulée par les participants au Dialogue national inclusif au mois de décembre ainsi que la Conférence d'entente nationale en 2017.

Dans leur déclaration, les chefs terroristes ont aussi salué les manifestants exigeant le départ des troupes françaises qualifiant leur présence d'« occupation ». Ils ont de même accusé celles-ci d'avoir « monté les tribus entre elles avec la politique de diviser pour mieux régner ». Reste à savoir comment les autorités réagiront à cette exigence des chefs terroristes pour participer au dialogue.

■ M DIOP

sage découvert. Il déclare sans mesurer les conséquences : « Nous ne souhaitons pas qu'une crise éclate à Bamako mais si jamais elle éclate, nous vous retrouverons et vous trancherons la gorge », a-t-il laissé entendre.

Il a déclaré, par ailleurs: « **Amadou Kouffa et ses hommes sont plus respectés que l'Etat malien au Centre du pays. Ils sont plus écoutés que les autorités maliennes sur place. Aujourd'hui, dans le Centre, les populations ont plus de respect et de considération pour les terroristes. Elles se sentent plus protégées par ces derniers que l'Etat malien**», a-t-il dit et d'ajouter : « **Nous préférons Amadou Kouffa à IBK** ».

■ Ibrahim Sanogo

## Mouvement d'individus armés non identifiés entre Léré-Nampala : Des hommes armés en motos et dans des pick-up investissent la localité de Fassala



Selon des sources concordantes, plusieurs individus armés en motos et dans des pick-up ont été aperçus à Fassala, non loin de la frontière avec la Mauritanie notamment sur l'axe qui mène de Léré (Tombouctou) à Nampala (Ségou). Décrits comme des groupes terroristes, ils multiplient depuis quelques jours des incursions dans certains des villages isolés et situés le long de la frontière mauritanienne. La prudence doit être de mise pour les forces de défense et de sécurité d'autant plus que les localités mentionnées sont censées abriter des éléments armés appartenant à AQMI ou encore à la Katiba Ansar Eddine Macina.

Le Colonel Bamoussa Diarra, l'un des lieutenants de Iyad Ag Ghaly, a plusieurs fois été signalé dans cette partie du pays. Des attaques y ont été souvent planifiées contre certaines villes du centre du pays dont Dioura et Nampala. La proximité de ces zones avec la forêt du Wagadu permet le plus souvent à ces groupes terroristes de déjouer les forces armées maliennes ou internationales.

■ AD

## Kayes : Un mort dans un braquage dans l'arrondissement d'Aourou

Un homme a été tué dans la nuit du samedi à dimanche 8 mars dans la mine artisanale de Djafa situé à 3 km de Haiti et 17 km d'Aourou chef-lieu de cercle.

Un habitant de la localité que nous avons contacté par téléphone ce dimanche nous a expliqué: « la victime était un boucher. Il a été tué après son refus de se plier aux exigences de ses bourreaux qui lui réclamaient de l'argent ».

Selon cet habitant, les agresseurs se sont évaporés dans la nature après leur forfaiture. En début de matinée, certaines rumeurs qui couraient dans la ville de Kayes et sur des groupes WhatsApp faisaient état d'une présence de « présumés djihadiste à Aourou », une information démentie par plusieurs sources villageoises de ladite localité.

## Association Dilly Kafo : Naissance d'une association mère dans la région de Nara !



Samedi dernier, la maison des Aînés a servi de cadre pour les travaux de mise en place d'une association mère composée de cinq autres associations sous le nom "Dilly Kafo" venant de la région de Nara afin de promouvoir le développement économique durable dans la région. L'association Dilly Kafo est un regroupement de cinq associations et apolitique. C'est compte tenu de l'érection du cercle de la région de Nara et de l'érection future de la commune de Dilly que les fils de la commune ont réfléchi en anticipant sur les événements de cette association qui a pu voir le jour. Ses objectifs sont de rassembler tous les ressortissants de la commune, sans distinction ethnique, confessionnelle, sociale et de sexe. Aussi elle cherche à promouvoir la paix et l'entente des populations du cercle, mener des actions pour la protection et l'amélioration du cadre de vie de la population et surtout les couches vulnérables. Et promouvoir l'épargne et le crédit en milieu rural et drainer l'épargne des populations de la commune et des émigrés (Diaspora). Ces ententes aussi sont la collaboration positive avec les autres communes de la région de Nara et les partenaires techniques et financiers dans le but de rechercher des financements pour la formation des populations à la base et pour la prise en charge des projets de développement.

Après délibération avec leurs membres, le bureau exécutif de la nouvelle association "Dilly Kafo" a été créé et est composé de trente-sept (37) membres et la gérontocratie est visible dans cette association. Son président Modibo Yayi Diallo est un résident au Cameroun ce qui montre la présence de la diaspora dans cette Association. Et l'on peut lire dans son règlement intérieur le quota fixé pour toutes personnes ayant la volonté de rentrer dans l'association soit 5.000 FCFA comme frais d'adhésion, et 11000 CFA comme carte de membre. En fin de cette cérémonie, des attestations ont été remises à des personnes distinguées dans la commune de Dilly et une photo de famille a été prise pour la clôture de la journée.

■ Lansine Coulibaly





## Fraude commerciale à la station Oryx Energy : ALCOM réclame deux milliards FCFA



**D**ans le cadre de son combat acharné pour la protection du droit des consommateurs, l'Association Libre des Consommateurs Maliens (ALCOM) a encore saisi la justice. Le vendredi 6 mars dernier, elle a déposé une plainte au Tribunal de Grande Instance de la Commune V du District de Bamako pour fraude commerciale contre la station Oryx de Bolibana. L'Association reproche à cette station d'avoir servi, pendant plusieurs années, du carburant aux consommateurs avec des pompes non conformes aux normes.

Après Vivo Energy ou station Shell, dont le processus de jugement est toujours en cours avec un premier verdict favorable, ALCOM, l'Association libre des consommateurs maliens s'est dressée, cette fois-ci, contre un point de vente de la station Oryx Energy. Cette Association de défense des droits des consommateurs maliens dit avoir fait constater, par des huissiers de justice, la commission flagrante d'une fraude commerciale au niveau de la station Oryx, située à Bolibana.

L'ALCOM reproche aux responsables de ce point de vente d'avoir délibérément servi du carburant, depuis 2016, avec des pompes non certifiées par l'Agence Malienne de Métrologie (AMAM), une structure habilitée à contrôler et autoriser les stations à servir du carburant avec leurs pompes. Alors que, dira le président de l'ALCOM, M. Abdoulaye Ballo, cette procédure est nécessaire et obligatoire pour toutes les stations d'essence, pour pouvoir obtenir l'imposition de la vignette de couleur verte de l'AMAM, marquant leur habilitation à vendre du carburant conformément aux normes exigées en la matière au Mali.

Faute de cette accréditation et conformément à sa mission de veille sur toutes les entreprises maliennes fournissant des biens et services afin qu'elles répondent aux normes nationales et internationales de protection des consommateurs, en leur facilitant l'accès aux modes de production adaptés à leurs souhaits et besoins, l'ALCOM a donc saisi la justice pour solliciter la réparation, par la station Oryx, de l'ensemble des préjudices subis par les consommateurs maliens durant cette période de non-contrôle.

Tout en rappelant la loi N°2015/-036 du 16 juillet 2015, portant protection du consommateur, dont l'article 36 prévient que « la fraude sur les poids et mesures est interdite. Toute tentative de tromper le consommateur sur les poids et mesures est considérée comme la fraude elle-même », et l'article 125 de la loi N°87-31/AN-RM du 29 août 1987 qui

## Affaire Karim WADE : L'Etat du Sénégal encore débouté à Monaco



**L**e recouvrement des avoirs de Wade-fils s'est encore heurté au refus de la Justice monégasque qui a encore débouté l'Etat du Sénégal de toutes ses prétentions. Cette manche porte sur le remboursement des dommages et intérêts dus par Karim Wade et Bibo Bourgi.

Malgré tous ses arguments, l'Etat du Sénégal peine à avoir raison sur Karim Wade, du moins au Tribunal de première instance de Monaco, en France. En effet, la Justice monégasque a débouté pour la seconde fois le gouvernement de Macky Sall, cette fois dans une procédure civile portant sur le remboursement des dommages et intérêts dus par l'ancien ministre de la Coopération internationale, de l'Aménagement du territoire, des Transports aériens et des Infrastructures, par ailleurs fils de l'ex-président Abdoulaye Wade et Bibo Bourgi. Information rapportée par Jeune Afrique. Selon les informations de nos confrères, le 20 février dernier, le tribunal de première instance de Monaco a «débouté l'État du Sénégal de sa demande d'exequatur liée à l'arrêt qu'avait rendu la Cour de répression de l'enrichissement illicite (Crei) à Dakar, en 2015». Cette même Cour d'appel de Monaco avait rejeté, le lundi 7 janvier 2019, l'appel formé par l'État du Sénégal contre le jugement du 10 juillet 2018 du tribunal correctionnel de Monaco. Cette institution avait refusé de confisquer les sommes saisies dans des comptes bancaires, dont l'un appartient à Wade-fils et les autres à ceux qui ont été condamnés, avec lui, par la Cour de répression de l'enrichissement illicite (Crei). Avec cette décision qui vient de tomber, Wade-fils vient d'infliger une seconde défaite à l'Etat du Sénégal qui, à travers la Crei, l'avait condamné à 6 ans de prison ferme et 138 milliards de F CFA d'amende, pour enrichissement illicite.

Karim Wade a remporté toutes les procédures judiciaires engagées contre lui par l'Etat du Sénégal, devant 7 juridictions et instances internationales : de la Cour de justice de la Cedeao à la Cour d'appel de Paris en passant par le Tribunal de Monaco, le Tribunal de grande instance de Paris, le parquet national financier de Paris, le groupe de travail des Nations-Unies contre la détention arbitraire ainsi que le Comité des droits de l'homme de l'Onu.

précise que « toute personne qui, par sa faute même d'imprudence, de maladresse ou de négligence, cause à autrui un dommage est obligée de le réparer », l'ALCOM évalue l'ensemble du préjudice subi par les consommateurs à la somme de 2.000.000.000 FCFA (deux milliards FCFA).

■ ISSA DJIGUIBA

## Problème foncier à Yirimadio : Cocktail explosif que le gouvernement doit vite désamorcer



Qu'on appelle cela problème foncier ou dépossession foncière, c'est toujours une situation délicate qui provoque des troubles, sinon des drames humains. Les environs de Bamako, anciens villages devenus des quartiers populeux, en sont devenus des théâtres plus ou moins fréquents.

Le cas de Tabacoro n'a pas encore fini de défrayer la chronique. La situation là-bas a même pris une tournure inattendue avec les propos incendiaires proférés par le prêcheur Bandiougou Doumbia, qui a été interpellé pour cela et qui croupit en prison. Le quartier de Yirimadio est en passe d'être le prochain foyer incandescent en la matière. Il l'est d'ailleurs déjà, car les tensions entre certains habitants et les notabilités locales ont quasiment atteint le point de paroxysme. Il y a, en effet, un pesant dialogue de sourds, qui risque de dégénérer en batailles rangées aux conséquences imprévisibles. La pomme de discorde est un projet de marché à construire, dont le site visé concerne plus de quatre hectares. Mais le hic est que la zone est habitée depuis plus de vingt ans par des citoyens qui ont payé rubis sur ongle leurs parcelles, et qui les ont ensuite construites laborieusement pour y habiter. Et voilà qu'on veut les faire déguerpir incognito, sans procédure légale. Démolir les maisons des gens, qui ont en toute légalité acheté leurs terrains et qui

## Mondoro : 20 terroristes tués par les FAMA



Les FAMA ont repris position suite à une attaque terroriste qui a causé la mort de six soldats maliens, le 1er mars 2020 à Mondoro, dans le cercle de Douentza. Après un repli stratégique, les Forces armées maliennes ont repris leur position le même jour, en repoussant les assaillants. Suite à cette riposte, les FAMA ont neutralisé plusieurs éléments des GAT (Groupes armés terroristes). Le bilan fait d'état de 20 terroristes tués, deux véhicules pick-up et une quinzaine de motos détruites et beaucoup d'autres matériels saisis.

ont élu domicile depuis tant d'années, est-ce une manière de gouvernance vertueuse? Les familles menacées ont levé de vigoureuses protestations auprès de la chefferie traditionnelle qui leur a vendu les terres selon les conditions qui prévalaient. Elles ont aussi alerté les autorités administratives, notamment la mairie et le gouvernement, mais la machine infernale semble être irrémédiablement lancée. Or, les gens ne sont pas prêts à se laisser déposséder comme des malpropres. Dans pareils cas, pour circonscrire les colères et éviter les débordements fâcheux, c'est l'État qui doit agir au plus vite; il a, en cette question comme dans d'autres, plusieurs cordes à son arc. Malheureusement, il attend toujours que le cocktail explosif lâche ses laves de volcan pour chercher à désamorcer le jaillissement du feu. Regrettable attitude.

■ Madou Kéléti Doumbia



# Promotion de l'Investissement Privé : Vers la promotion du secteur

Le ministre de la Promotion de l'Investissement Privé, des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Entrepreneuriat National, Mme Safia Boly a présidé dans ses locaux les travaux de la 3ème session du comité d'orientation du Mécanisme de Refinancement des Systèmes Financiers Décentralisés (MEEREF-SFD). L'ordre du jour portait sur la création d'un Fonds National de la Micro finance et la mise en place des guichets de lignes de crédits pour les femmes, les agriculteurs, les éleveurs, et les jeunes.



La présente session permettra de se doter d'outils de gestion de procédure appropriée, incitant de mieux maîtriser son opérationnalisation et fournir ainsi un accompagnement de taille à l'aune des attentes des nombreuses institutions de Systèmes Financiers Décentralisés (SFD).

Pour le ministre Mme Safia Boly, il s'agit de répondre en matière de contribution au développement et l'assainissement du secteur de la microfinance au Mali.

Le développement du secteur de la micro finance est un axe stratégique majeur dans les politiques publiques de mise en œuvre de la vision du Président de la République, Ibrahim Boubacar Keita, pour bâtir un Mali nouveau, a indiqué Safia Boly.

En 2015, le Département a conduit la transformation institutionnelle du Fonds de Crédit Institutionnel Partagé (FCIP), mis en place en 2013 par le programme de Micro finance Rurale (PMR) de manière participative avec l'appui des partenaires techniques et financiers et des Départements impliqués dans le pilo-

tage du secteur de la micro finance, a-t-elle rappelé.

En parlant du renforcement des capacités du MEEREF, selon elle, la mission principale est de mettre à la disposition des SFD des lignes de financement couplées à de l'assistance technique afin d'augmenter leur capacité à financer de façon durable les activités des SFD en milieu rural.

Le MEEREF-SFD est un résultat du plan d'actions 2016-2020 de la politique nationale de Développement de la Micro finance. Adopté par le Gouvernement en 2016, il vise à « créer un Fonds National de la Micro finance et mettre en place des guichets de lignes de crédits pour les femmes, les agriculteurs, les éleveurs, et les jeunes ».

Le ministre Mme Safia Boly affirmera que le MEEREF-SFD a enregistré entre autres huit projets financés pour un volume global de 3 908 000 000 FCFA à travers 27 dépôts à termes (DAT) souscrits soit une moyenne de 144 740 740 FCFA. Plus de 9900 bénéficiaires sont répartis entre autres, 5 878 producteurs agri-

coles, 2 545 femmes de groupements féminins, 793 jeunes et 680 PME dans la chambre de valeur agricole.

Le montant global des quatre fonds de crédit gérés par son opérateur financier est de 4 468 845 735 FCFA utilisé à hauteur de 87,45% durant l'exercice 2019. Elle a révélé le rôle que devra jouer le MEEREF-SFD dans l'atteinte des objectifs du projet de financement des filières agricoles dénommé « Projet INCLUSIF » qui vise à bancariser 440 000 petites entreprises et 360 organisations professionnelles agricoles d'ici 2024, à travers des conventions spécifiques. Au cours des travaux, la session a permis aux membres du Comité d'Orientation d'examiner les points inscrits à l'ordre du jour et les perspectives avec les recommandations découlant à consolider le mécanisme dans leur fonctionnement. Il est prévu de présenter les résultats de la première année d'existence pour que ces résultats puissent être adoptés afin d'obtenir le quitus du comité pour aborder les perspectives. Selon le Coordinateur du MEERE-SFD, Madani Coumaré, le mécanisme a été créé en 2018 par la volonté du Gouvernement dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action de la politique nationale du développement de la micro finance. « Nous voulons permettre aux SFD de disposer des ressources appropriées pour augmenter l'inclusion financière des populations à faible revenu », a-t-il sollicité.

Pour terminer, le ministre Mme Safia Boly a réitéré ses remerciements à l'ensemble des cadres du département ainsi que les responsables de l'APSFD pour leur précieux concours dans la mise en œuvre de la politique nationale de Développement de la Micro finance, d'une part et le plan d'affaires du MEEREF-SFD d'autre part.

■ Ibrahim Sanogo

# 1er Anniversaire de l'Association des Femmes de la Presse malienne : L'AJFM vole au secours des veuves et orphelins des militaires

**E**n prélude de la Journée Internationale de la Femme de l'édition 2020, dédiée au « Soutien aux Forces Armées et de Sécurité », l'Association des femmes de la Presse malienne (AFPM) a remis un don aux veuves et orphelins des familles des gendarmes tombés à Sokolo. C'était ce jeudi 05 mars 2020, à la Direction Générale du Service Social des Armées.

Cette remise de don a enregistré la présence de la Directrice Générale du Service Social des Armées, Colonel-major Samaké Mariétou Dembélé ; de la Présidente Nianian Aliou Traoré ; des membres de l'AFPM, et des responsables des services de l'Armée...

Pour cette première donation, l'association a choisi de rendre un hommage mérité à ces braves gendarmes tombés à Sokolo sous les balles assassines des terroristes. Ainsi, elle a pu mobiliser une tonne de riz et 10 bidons d'huile de 20 litres accompagnés d'une enveloppe symbolique de 500 mille francs FCA. Selon Nianian Aliou Traoré, Présidente de l'association : « cette donation apportera un sou-

rire au visage de nos sœurs veuves, fils et filles orphelins, qui n'ont pas de prix ».

Elle a aussi précisé que c'est un acte modeste, qui traduit leur engagement et surtout leur volonté de dire aux chères sœurs et chers enfants, qu'ils ne sont pas seuls, et que l'association partage pleinement la peine de ces orphelins.

Quant au Colonel-major Samaké Mariétou Dembélé, elle a d'abord demandé d'observer une minute de silence à la mémoire des victimes civiles et militaires pour le repos éternel de leur âme.

Aussi, elle a apprécié le geste et salué le courage de l'AFJM pour avoir magnifié à travers cette journée internationale de la femme dédiée au « Soutien aux Forces Armées et de Sécurité », en procédant à cette donation en faveur des veuves et orphelins de militaires. Elle a remercié l'AFPM qui vient d'adapter ce geste au gouvernement, et a affirmé que ce don contribuera à celer la cohésion entre eux, frères d'armes et leurs familles.

« Comme dit la très respectée mère Teresa,

je cite : Qui donne avec joie, donne mieux », a-t-elle martelé.

Aussi, c'est un jour aussi spécial pour ladite association qui célèbre son premier anniversaire. Créée le 5 mars 2019, l'Association des Femmes de la Presse malienne regroupe des femmes journalistes du Mali dans sa diversité et vise la promotion des femmes dans les médias.

Nonobstant son jeune âge, l'AFPM s'est très vite illustrée à travers diverses activités notamment, la sensibilisation contre l'immigration clandestine, la promotion des femmes battantes dans les médias au Mali, la promotion des droits des femmes et des enfants, les dons en espèces et en nature pendant le ramadan, bref autant d'actions concrètes.

Les temps forts de cette cérémonie de remise de don en soutien aux Forces Armées et de Sécurité ont été la coupure du gâteau du premier anniversaire de l'AFJM.

■ Aïssétou Cissé





## Yirimadio : Le MPFEF inaugure le Centre d'autopromotion de la femme réhabilité



**L**e ministre de la Promotion de la femme, de l'Enfant et de la Famille, Dr. Diakité Aïssata Kassa Traoré, a inauguré, le vendredi 6 mars 2020, le Centre d'autopromotion de la femme (Cafy) réhabilité. C'était en présence du chargé du Projet d'autonomisation des femmes et dividende démographique au Sahel (SWEDD), Robert Gabou, de la représentante du maire de la Commune VI, Mme Tangara Aminata Diakité, et du coordonnateur des chefs de quartier de la Commune VI, Seydou Sangaré. Pour la mise en œuvre de la politique nationale genre, le ministère de la Promotion de la

femme, de l'Enfant et de la Famille, s'est engagé depuis quelques années à réduire les inégalités entre les sexes et à améliorer le statut socioéconomique et politique de la femme. Pour renforcer leur insertion dans la chaîne de production, l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production. D'une valeur d'environ 100 millions F CFA, le bâtiment réhabilité comprend des unités de production, un forage équipé de panneau solaire, une salle de formation en couture, une unité de formation en alphabétisation et une administration qui répondent aux normes de travail.

Le Centre d'autopromotion des femmes de Yirimadio vise à : contribuer à l'amélioration du cadre et des conditions de vie des populations, au niveau de la commune, grâce à la mise en œuvre des initiatives publiques ou collectives, de promotion économique, sociale ou culturelle des femmes ; favoriser également la promotion du mouvement associatif, et l'émergence d'un partenariat entre différents acteurs intervenant dans la mise en œuvre des microréalisations, instrument privilégié de développement local, et de réduction de la pauvreté à la base ; d'organiser et participer à des activités de renforcement des capacités des femmes, par l'alphabétisation fonctionnelle et la formation technique ; encourager et valoriser les productions agricoles pastorales et artisanales des femmes ; organiser et participer à l'organisation d'activités socio-éducatives pour les enfants de 6 à 16 ans ; promouvoir les activités de loisirs pour les enfants de moins de six ans ; favoriser les échanges d'idées, et d'expériences entre ces groupes cibles ; promouvoir l'utilisation des nouvelles technologies, par les femmes et les enfants ; assurer un service de garde d'enfants, et de premiers soins pour les usagers du Centre. Le coordinateur des chefs de quartier de la Commune VI, Seydou Sangaré, et la représentante du maire de la Commune VI, Mme Tangara Aminata Diakité, ont remercié le gouvernement et ses partenaires pour la réhabilitation de ce centre qui contribuera à la promotion féminine.

Selon le chargé du projet SWEDD, Robert Gabou, ce don s'inscrit dans le cadre de la promotion et l'autonomisation de la femme au Mali qui, selon lui, constitue un élément essentiel du développement économique de notre pays.

Quant au ministre de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille, Dr. Diakité Aïssata Kassa Traoré, elle dira que "la promotion et l'autonomisation de la femme malienne sont des objectifs inscrits dans le projet de société du président de la République, Ibrahim Boubacar Keïta. C'est donc un défi et une responsabilité pour les centres d'autopromotion des femmes, qui accueillent les femmes, de s'inscrire dans la dynamique du développement, en faisant de ce joyau, une référence fondamentale, au service de l'épanouissement de la communauté".

# Elections législatives : Les candidats de l'Alliance URD et LDC affutent leurs armes

Les candidats de l'Alliance URD et la Ligue démocratique pour le changement ont été présentés aux militants de l'URD de Faladié, samedi 7 mars 2020. Cette démarche méthodique selon les organisateurs est devenue désormais une tradition. Des centaines de militants du parti de la Poignée de la main ont participé à cet exercice peu classique dans notre démocratie.



La campagne électorale pour la course à l'Hémicycle est lancée officiellement le 8 mars 2020. C'est en prélude aux élections législatives annoncées que les responsables de ce parti ont tenu à présenter les candidats aux militants. Les trois calibres retenus comme candidat mesurent l'enjeu de cette élection législative pour le Mali. Il s'agit d'Ousmane Samassékou, Mme Fanta Soumaré et Oumar Diarra. Le directeur de campagne, Kalifa Doumbia, a tenu à préciser que cette démarche est en parfaite harmonie avec la vision des candidats. « **Faire la politique autrement demeure notre volonté. Ces élections législatives sont des échéances très capitales pour la vie de la nation. Il s'agit de doter notre Assemblée nationale des hommes et femmes qui ont une légitimité incontestée. Je suis comblé de la participation manifestée par les militants. Cela dénote de votre engagement à faire de votre quartier la vitrine du Mali. Cette forte mobilisation est la preuve patente que la victoire est certaine. C'est le lieu pour moi, de vous remercier pour cet engagement militant. Si nous sommes soudés, j'en suis sûr que nous pouvons relever les défis du**

**moment. Un travail d'équipe nécessite beaucoup de concessions** », a-t-il dit.

Le porte-parole des candidats, Kalifa Doumbia, a affirmé sans ambages qu'une fois élus, ils vont représenter valablement les citoyens à l'Hémicycle. « **Je persiste devant vous, que nous allons jouer toute notre partition, c'est un devoir de mémoire pour nous. Les projets de lois ne passeront plus sans un examen minutieux pour connaître ses tenants et aboutissants. Après chaque adoption de projet de loi, nous reviendrons pour vous faire la restitution. Je ne vous tiens pas un discours démagogique mais c'est notre réelle volonté à apporter ce changement tant souhaité par les Maliens. Le choix porté sur nous n'est pas fortuit, il se justifie par la valeur intrinsèque de tous les candidats. Pour cette campagne électorale, nous vous invitons à plus de professionnalisme. Ne cédez pas aux invectives et aux provocations car notre souhait est le changement. On ne peut pas apporter ce changement sans les cartes d'électeurs donc je vous invite à sortir massivement pour les retirer. La carte d'électeur est notre arme de combat. Rien**

**ne doit vous décourager pour son retrait. Dans l'honneur et dans la dignité, le Mali a besoin de vous surtout la jeunesse qui est notre espoir. Un pays comme le Mali ne saurait se relever sans une jeunesse consciente et dévouée. Ne vous trompez pas d'adversaire, notre seul adversaire est la corruption, le népotisme et le clientélisme. Ensemble luttons pour que notre pays revienne dans le concert des nations**», a-t-il souhaité.

Le secrétaire général adjoint de la sous-section non moins secrétaire général du comité URD de Faladié, Siaka Koné, pour sa part a invité les militants de son parti à plus d'union et de cohésion en cette période de joute électorale. « **Pour ces élections, je vous invite à ne pas prendre les billets de 2000F CFA pour voter. Nous savons que vous êtes suffisamment outillés pour accomplir votre devoir civique. En termes de suffrage, Faladié a toujours battu le recors. Nous allons récidiver cet exploit** », a-t-il dit.

■ Ibrahim Sanogo



# Pour la Paix et la Stabilité au Mali : La responsabilité revient à l'Etat

Le débat politique de la chaîne de télévision Africable, dimanche dernier, avait pour thème l'armée reconstituée : quelle garantie pour la paix. Les invités étaient entre autres, Mohamed Attaïd Sidibé, Ganda Izo, Allaye Ag Mohamed, chargé des questions juridiques de la CMA, Fahd Ag Almamoud, secrétaire général du Gattia, plateforme, Babarou Boucoum, politologue, secrétaire général du parti Sadi.

L'armée reconstituée est composée des éléments déserteurs, les éléments des mouvements signataires. Elle doit être redéployée dans les régions du nord du Mali. Elle a pour mission de sécuriser les représentants et les symboles de l'Etat dans les différentes localités. L'armée reconstituée veillera également avec les formes internationales sur la sécurité des populations de ces zones à savoir Kidal, Tombouctou, Gao, Ménaka. Pour certains invités, le retour de l'armée malienne à Kidal est symbolique. Car ils ont déploré le fait que l'armée reconstituée a été escortée par la Minusma. Ils ont signalé que cette force est cantonnée dans les camps. Pour Mohamed Attaïd Sidibé, Ganda Izo, l'armée reconstituée n'est composée que de groupes et des hommes armés. « Nous espérons qu'avec l'intégration, qu'ils donneront la part de cette jeunesse de Gao, qui a résisté lors de

**l'occupation en 2012 – 2013, sa part, qui lui revient »** a-t-il annoncé.

Au cours du débat, les invités ont indiqué que le problème du Mali n'est pas celui de l'accord pour la paix et la réconciliation. Ils ont invité les Maliens et tous ceux qui veulent comprendre ledit document à le lire. « **Que les gens le lisent, il y a rien de secret qu'ils le comprennent, les dispositions énumèrent des grandes actions qui ont été décidées par tout le monde** », a déclaré Allaye Ag Mohamed, de la CMA. Il a rappelé que l'article 65 dudit accord dit ceci, « **lorsque l'une des parties pense qu'il y a une disposition qu'elle ne comprend pas ou qu'elle pense inapplicable en violation des principes fixés par la résolution des Nations unies, cette partie peut amener le problème au niveau du CSA et l'argumenter** ».

Certains invités ont signalé qu'au Mali il n'y a

pas de politique de défense, ni une politique de sécurité. Ils ont évoqué la réforme du secteur de la sécurité, de la loi de programmation militaire. En outre, ils ont souligné entre autres, le problème de la sécurité alimentaire, la justice et le développement durable. Ils ont été unanimes sur le fait que la source de cette crise malienne est la mauvaise gouvernance. « **C'est à ce niveau que ça ne va pas** », a insisté l'un des invités qui a ajouté en disant « **à défaut de faire face aux problèmes, ils finissent par se contenter du confort de leur situation et laisser les choses pourrir** ». Ils ont déploré le fait qu'aucune sanction n'est prise lorsqu'il y a eu des bavures ou des exactions au niveau de l'armée malienne. En outre, ils ont signalé que l'accord prévoit la lutte contre la corruption et la mauvaise gouvernance dont les gens ne parlent pas. « **A force de ne pas sanctionner, les gens finiront par chercher le côté où eux-mêmes vont se venger sur l'Etat** », a déclaré Fahd Ag Almamoud, de la Plateforme.

« **L'armée répond à une volonté politique, elle est à la disposition de l'Etat, et son rôle c'est de protéger et de sécuriser le territoire et les populations** », a précisé Babarou Boucoum, politologue, membre du parti Sadi. « **Cette fois-ci, il va falloir qu'on évite d'aller se concentrer sur les conséquences** », a-t-il conclu.

■ Ibrahim Sanogo



# Campagne électorale des législatives : YELEMA donne le ton

Les candidats de la liste du Parti Yéléma en Commune IV aux élections législatives, Moussa Mara et Assane Sidibé étaient, dimanche 8 mars 2020, à Sébénicoro dans le cadre du lancement de la campagne électorale. Selon eux, la valeur d'un homme se mesure d'abord à son apport pour sa communauté, notamment auprès des personnes qui souffrent, tel est leur engagement multiforme et régulier.

■ ■ Nous sommes citoyens qui estimons qu'une réussite personnelle ne vaut que si elle se traduit par le soutien aux plus démunis. Nous sommes persuadés que la valeur d'un homme se mesure d'abord à son apport pour sa communauté, notamment auprès des personnes qui souffrent. A ce titre que nous sommes actifs dans la commune depuis dix ans par la réalisation des projets pour le bien-être des habitants », a souligné le candidat Moussa Mara.

Cet engagement permanent a pour seul objectif de faire en sorte que la commune puisse être un espace harmonieux où il fait bon dans un cadre de solidarité et de progrès, a-t-il précisé. Le leadership joue un rôle pour atteindre cet objectif. Selon lui, la commune a besoin de responsables soucieux du développement et de l'avenir de la commune pour le bonheur de ses habitants. C'est dans ce contexte que nous soutenons notre candidature aux élections législatives de 2020 en Commune IV. Il nous faut donc continuer à servir notre communauté et

rénewer le leadership de notre collectivité pour en faire un exemple dans le district de Bamako et au Mali », a-t-il poursuivi.

A ce titre, les deux candidats souhaitent être des élus au service de la population, poursuivre leur action avec l'aide du mandat qu'ils solliciteront auprès de chacun d'entre vous.

La liste Moussa Mara et Assane Sidibé au compte du parti Yéléma en Commune IV a l'ambition de servir la commune. Les candidats souhaitent être des élus proches de la population afin de se rendre disponibles pour écouter les souhaits de la base et les résoudre dans la mesure du possible ou les transmettre aux autorités nationales compétentes. Selon leur programme, les deux candidats, au cours de leur mandat, désirent suivre l'action du Gouvernement de manière indépendante et sur toutes les questions d'actualité.

En parlant des lois, ils porteront une proposition de Loi sur la limitation du rôle de l'argent dans la démocratie malienne et sur la question de l'utilisation des moyens de l'Etat pendant le

processus électoral.

Pour faire face à l'insécurité, ils exhorteront constamment l'Etat sur la situation au Nord, la situation au Centre, le processus de paix, l'insécurité, la réconciliation pour que les Maliens soient édifiés sur l'avancement de ces chantiers majeurs. S'agissant de la corruption, ils interpellent régulièrement le Gouvernement sur la question de la corruption et du jugement des dossiers auprès du Pôle économique pour que l'opinion publique sache ce qui se passe. A ce effet, ils porteront une proposition de Loi sur l'amélioration de notre système électoral notamment la lutte contre les fraudes, simplification du processus et utilisation des nouvelles technologies, l'enrôlement de tous les électeurs, la systématisation des débats, l'interpellation des élus sur le respect de leurs engagements de campagne.

Au regard l'Assemblée nationale, ils contribueront à leur modeste niveau de faire en sorte qu'il y ait un vrai changement au Parlement. « Que les ministres soient interpellés et questionnés véritablement. Nous allons révolutionner le mandat des députés et nous allons nous battre pour que la Commune IV nous fasse confiance », a déclaré Moussa Mara.

Pour sa part, le président des jeunes du Yéléma, Mody Sidibé, a dit ceci : « nous avons choisi ces deux candidats parce que nous voulons très honnêtement contribuer dans les secteurs notamment l'éducation. Nous voulons faire en sorte que cette forfaiture qui vient d'être faite ne se fasse plus dans l'Assemblée. Un Gouvernement qui présente un projet de loi sans rendre compte sur la caisse nationale peut ou pas supporter le projet de loi en faveur des enseignants ».

La présidente des Femmes du parti Yéléma, Dé-déou Touré, a salué l'initiative des candidats à tenir le démarrage de la campagne électorale à Sébénicoro. Pour elle, les deux représentants de notre parti sont au courant de toutes les difficultés que vivent les habitants de cette commune.

En conclusion, le candidat Assane Sidibé a exhorté tous les militants et sympathisants du Yéléma à retirer leurs cartes d'électeur. Ensuite, il a insisté auprès de leurs proches et de toutes leurs connaissances pour qu'ils en fassent du même.

■ Ibrahim Sanogo







## Affaire Birama Touré : Les Touré déclarent la guerre à Karim Keïta

**N**otre confrère du journal le Sphinx, Birama Touré, est porté disparu depuis le 29 janvier 2016. Quatre ans après sa disparition, on est toujours sans aucune nouvelle de lui. L'enquête judiciaire piétine ! Alors les membres de sa famille ont décidé d'accroître la pression pour obtenir plus d'information sur le sort de leur enfant. Dans cette mystérieuse affaire, les noms de plusieurs personnes, dont Karim Keïta, sont cités. Jusqu'ici, ni la justice, ni les autorités en charge de la sécurité, n'ont pu donner la moindre piste sur la disparition du journaliste.

A cet effet, les grandes familles fondatrices de Bamako se sont réunies, le jeudi 5 mars dernier, dans le vestibule du patriarche des Touré à Bagdadji, autour de la question de sa disparition et du cas de Karim Keïta (fils du président IBK), dont le nom est constamment cité dans cette ténébreuse affaire.

À l'issue de cette rencontre, les grandes et anciennes familles (Niaré, Dravé) des quartiers de la Commune II autour des Touré ont pris la décision de ne plus recevoir Karim Keïta.

Selon Mamadou Touré, patriarche des Touré,

après sa dernière rencontre avec la presse, le jeudi 20 février dernier, pour exiger la vérité sur la disparition mystérieuse de son fils, Birama Touré, le président de la Commission défense de l'assemblée nationale, Karim Keïta, a dépêché à son domicile deux hauts responsables du pays. Objectif : présenter ses excuses à la famille Touré. Ces démarches ne sont pas parvenues à calmer la colère des Touré.

Il rassure que les familles fondatrices ne lâchent pas l'affaire. Mamadou Touré promet que celles-ci ne restent pas les bras croisés et continueront à œuvrer jusqu'à ce que l'affaire soit élucidée. : « Nous continuerons à chercher Birama Touré, c'est notre fils. Si on perd son chien, on le cherche, à plus forte raison une personne humaine », explique le patriarche. : « Le Père de Karim Keïta nous a toujours respecté, mais lui-même nous a manqué de respect. Pour cela, je refuse de le recevoir jusqu'à ce que la lumière soit faite sur la disparition de mon fils », a insisté le patriarche Mamadou Touré. Et l'un de ses frères de renchérir qu'ils vont saisir le Président de la République pour qu'il s'implique dans la recherche de la vérité

autour de la disparition mystérieuse du journaliste. : « Le Président IBK a le pouvoir et les moyens pour faire aujourd'hui la lumière sur la disparition de Birama Touré », a-t-il indiqué.

Malgré le refus de la famille Touré de recevoir le député sortant de la Commune II, Karim Keïta, elle se déclare néanmoins disposée à rencontrer les autorités maliennes pour faire la lumière sur la disparition Birama.

Aux dires de Mamadou Bamou Touré, membre de la famille, Karim Keïta a été appelé à trois reprises par le patriarche Mamadou Touré. Il n'a répondu à aucun des trois appels : « Le patriarche ne l'avait pas appelé pour dire que c'est lui qui a fait disparaître Birama Touré, et non quelqu'un d'autre. Il a seulement appelé Karim pour lui demander d'expliquer ce qu'il connaît dans l'affaire en vain », dit M. Bamou.

En outre, il a dénoncé le comportement de Karim Keïta au cours des 7 ans passés à l'Assemblée Nationale : « Karim en tant que député de la commune ne s'est présenté durant tout le long de son mandat à aucun moment à la famille pour saluer le patriarche. Cela est un manque de respect à notre égard » a indiqué Mamadou Bamou Touré.

**Rappel : Birama Touré, journaliste au Sphinx a mystérieusement disparu depuis le 29 janvier 2016.**

■ Mémé Sanogo

# Club Perspective et Développement : Le cercle de réflexion reprend du service en juin 2020

Le Club Perspective et Développement (CPD), qui s'est illustré de 2005 à 2011, par de grands colloques et fora sur des thèmes d'actualité et de préoccupations majeures, a décidé de reprendre du service, après un long temps d'hibernation. Le CPD est un cercle de réflexion, un think tank qui a été mis en place par les amis du Président Amadou Toumani Touré, le 26 mars 2005. Le comité de relance des activités du CPD a donné une conférence de presse le samedi, 7 mars 2020, à l'hôtel Maya à Sébéninkoro, qui a été principalement animée par Seydou Sissouma, Directeur de cabinet du président ATT et Souleymane Koné, ancien Ambassadeur du Mali à Nouakchott, en présence de Kader Mpiè Diarra, de Lamissa Diabaté, de Boubacar Diallo et de l'ancien ministre de l'Artisanat et du Tourisme, Ndiaye Bâ, tous membres du CPD.

La reprise prochaine des activités du CPD est justifiée par ses membres, par la nécessité de « massifier la réponse intellectuelle malienne à la crise que vit le pays, le Mali devant parler de lui-même », expliquent les conférenciers. Le comité de relance, ainsi mis en place, se propose « d'œuvrer à la redynamisation des structures du CPD et de reprendre ses activités de réflexion, d'études et de débats ». Cette rencontre avec la presse, considérée comme le premier pas dans la reprise publique des activités, sera suivie par la mise en place de commissions pour préparer la révision des statuts et règlement intérieur et de la charte du CPD, et organiser l'Assemblée générale de relance des activités, a expliqué Seydou Sissouma. Cette Assemblée générale qui aura lieu au mois de juin prochain aura pour objet le renouvellement des instances, la validation du plan d'action, après la lecture des textes de base



(statuts et règlement intérieur ; Charte). Les amis du Président Amadou Toumani Touré ont rappelé les activités phares menées par le CPD, depuis mars 2005, avant qu'il ne soit plongé dans la léthargie pour des raisons de mobilité professionnelle de ses membres, mais aussi à cause de la crise à partir de 2011. Depuis sa création, il a réalisé de nombreuses rencontres thématiques, des conférences et des colloques, au nombre desquels le Colloque international de Bamako sur le thème : « Démocratie et gestion partagée du pouvoir : L'expérience malienne depuis 2002 », les 11, 12 et 13 février 2007 ; le Symposium international de Bamako sur le thème : « Mali : 15 ans de Démocratie constitutionnelle, Bilan et Perspectives », les 15 et 16 septembre 2007 ; En 2009, le Symposium international de Bamako sur « la gestion des Ressources en Eau transfrontalières

en Afrique : Un cadre de Solidarité, de Coopération, de Développement durable et d'intégration africaine » ; le Colloque national sur « La réforme de l'Etat et services rendus aux usagers », co-organisé avec le Commissariat au Développement Institutionnel (CDI). Les deux premières rencontres citées ont déjà fait l'objet de livres électroniques, qui sont diffusés à partir de cette conférence de presse. Le CPD a également organisé quatre Diners-débats sur « Sécurité, Démocratie et Développement » ; « Médias et Démocratie au Mali » ; « Capacité d'absorption et de rétention des flux privés de Capitaux Extérieurs par l'Economie Malienne » ; « Problématique de la participation électorale au Mali ».

■ B. Daou

WESTERN  
UNION

WU<sup>SM</sup>



# MASA 2020 : Le Mali présent avec 10 artistes ou groupes d'artistes



**D**ans le cadre du MASA 2020 qui a lieu à Abidjan du 7 au 14 mars 2020, ce sont 3 artistes ou groupes d'artistes maliens qui ont été retenus dans la sélection officielle de 79 artistes ou groupe d'artistes. Et, 5 artistes ou groupes d'artistes maliens ont été retenus dans le MASA Festival. Enfin dans le cadre du MASA Jazz, 2 artistes maliens seront aux côtés de grandes sommités mondiales : Ballaké Sissoko et Chérif Soumano.

Trois artistes ou groupes d'artistes maliens seront à Abidjan du 7 au 14 mars 2020, pour participer à la 11<sup>ème</sup> édition du Marché d'art, du spectacle d'Abidjan. En même temps que 76 autres artistes et groupes d'artistes, ils ont été sélectionnés par le Comité artistique international. Ce sont : Baba Salah (Musique), Aziz Siten'K (Slam) et Habib Dembélé (Lecture scénique).

En effet, du 23 au 27 septembre 2019, le Comité artistique international (CAI) du MASA, composé de 26 experts, était en conclave à Abidjan dans le cadre de sa réunion technique en vue de la 11<sup>ème</sup> édition du MASA qui se déroule à Abidjan du 7 au 14 mars 2020 autour du thème : L'Afrique-Monde.

Dans le cadre de ses travaux, le comité a eu à examiner 780 dossiers de candidatures. Selon le communiqué de la direction générale du MASA, ces candidatures sont venues de pays

comme : Algérie, Argentine, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Comores, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, États-Unis, France, Gabon, Ghana, Guinée, Île Rodrigues, Madagascar, Mali, Maroc, Martinique, Mozambique, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Taïwan, Tchad, Togo, Tunisie, Zimbabwe... Et, à l'issue de 6 jours de travaux, le comité a sélectionné : 22 artistes ou groupes d'artistes en musique, 12 en théâtre, 11 en danse, 11 en slam et en lecture scénique, 10 en humour, 8 en arts du cirque et de la marionnette, et 8 en conte.

Au total, ce sont 79 artistes ou groupes artistiques, originaires de 28 pays, qui ont été retenus dans la sélection officielle. Nos compatriotes Baba Salah, Aziz Siten'K et Habib Dembélé, figurent en bonne place, respectivement parmi les 22 retenus pour la musique, les 11 retenus pour le slam et la lecture scénique. Toute porte à croire que la tâche n'a pas été du tout facile pour le Comité artistique international, quand on sait qu'il devait choisir 64 groupes de 64 pays différents, parmi 780 candidatures. Pour le MASA 2020, la Direction générale du MASA avait reçu 780 candidatures : 372 en musique, 175 en danse, 105 en théâtre, 44 en humour, 42 en conte, 22 en arts du cirque et de la marionnette et 20 en slam.

Le Pr Yacouba Konaté, lors de la cérémonie

d'ouverture qui a eu lieu le 7 mars 2020 au Palais de la Culture d'Abidjan, a levé le voile sur les grandes attractions de l'édition 2020 du MASA. Il a cité des activités comme : Abidjan Dance Parade ; Zone Street Arts ; les lectures scéniques et slam ; le MASA des écoles ; la journée écologie-jeune publics ; les soirées prestigieuses dédiées au Canada, pays invité d'honneur de cette 11<sup>ème</sup> édition du MASA, et à Marie-Rose Guiraud à laquelle hommage sera rendu ; le MASA Jazz Festival ; les défilés de mode.

Le MASA est un programme de développement culturel des arts du spectacle africain. Ses objectifs sont à titre principal : le soutien à la création et à la production de spectacle de qualité, la facilitation de la circulation des créateurs et leur production en Afrique et dans le monde, la formation des artistes et des opérateurs de la chaîne de production des spectacles et le développement du secteur des arts de la scène (Musique, Théâtre, Danse) relevant du continent africain.

## Masa festival

Pour ce qui concerne le MASA Festival, c'est le 14 novembre 2019 que les artistes ou groupes d'artistes ont été informés de leur sélection ou non. Pour cette édition dans le cadre du MASA Festival, le Comité artistique national a étudié 208 dossiers de candidatures. Et la sélection a permis de retenir 21 groupes artistiques en musique dont 3 maliens (Kader Trhanine, M'Bouillé Koité, et Vieux Farka), 8 groupes en danse dont 1 groupe malien (La Troupe So avec la danse des masques dogon), 6 groupes en théâtre, 5 groupes de Slam dont un groupe malien (la Compagnie Slam Maralinké), 2 groupes humour, 1 groupe en arts du cirque et de marionnette et un groupe de conte.

Au total, ce sont 44 artistes ou groupes artistiques originaires de 15 pays qui ont été retenus dans la sélection pour le MASA festival.

## Masa Jazz

Il y a des artistes maliens qui ont été invités pour participer à cette manifestation. Ce sont Ballaké Sissoko, dans une collaboration avec le français Vincent Ségal. Notre compatriote Chérif Soumano, résidant en France, sera dans cette programmation du jazz.t

■ ASSANE KONÉ (ENVOYÉ SPÉCIAL)

## 3e mandat : Macron salue Ouattara

La décision du chef de l'Etat ivoirien de ne pas briguer un troisième mandat continue d'être très bien accueillie partout à travers le monde. Le Président français, Emmanuel Macron, avait aussitôt salué cette «décision historique» du Président ivoirien : «Je salue la décision historique du Président Ouattara, homme de parole et homme d'Etat, de ne pas se présenter à la prochaine élection présidentielle. Ce soir, la Côte d'Ivoire donne l'exemple». Dans un langage diplomatique, cela pourrait vouloir dire qu'il y a d'autres chefs d'Etat qui ne sont pas des «hommes de parole» et qu'il est attendu des autres chefs d'Etat, dans la même situation, notamment Alpha Condé de la République de Guinée et Macky Sall du Sénégal

de suivre cette nouvelle tendance mondiale. Car, avant Ouattara, le Nigérien Mahamadou Issoufou, son collègue nigérian, Bukhari, le Mauritanien Abdelaziz, avant, ou encore le Rwandais Paul Kagamé, tous ne veulent pas être tripatouilleurs de Constitution pour rester à la tête de l'Etat. Une tendance mondiale confirme les déclarations de l'ancien Président du Sénégal, Abdou Diouf, sur Radio France internationale (Rfi). «Il faut revisiter l'histoire du Sénégal. Déjà, j'avais convoqué toutes les forces politiques en 1991-1992 et nous nous étions mis d'accord sur deux mandats de sept ans. Ensuite, nous nous sommes rendu compte qu'il y avait des failles dans ce système mais si vous voulez le fonds de ma pensée, si c'était à refaire je ne le referais pas.



Pour parler franchement, moi qui étais Président pendant plus de 19 ans, je vous le dit les yeux dans les yeux, je pense qu'à notre époque deux mandats suffisent largement à la tête du pays», avait dit le successeur de Léopold Sédar Senghor à la tête du Sénégal dans un entretien pour Rfi et France24 qui date de 2014 alors qu'il était Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (Oif) et dépuisé récemment par la radio mondiale lors du passage à l'émission «En sol majeur» de Jean François Mbaye, député français de La République en Marche d'Emmanuel Macron.

## Soudan du Sud : Les négociations traînent pour un gouvernement d'union nationale

Le président du Soudan du Sud, Salva Kiir (G) et son nouveau vice-président, l'ex-chef rebelle Riek Machar (D) à Juba, le 20 février 2020 lors d'une conférence de presse commune. Le gouvernement d'union nationale est toujours attendu au Soudan du Sud. Après de longs retards, le chef rebelle Riek Machar est devenu finalement premier vice-président le 22 février, conformément à l'accord de paix signé en septembre 2018. La nomination d'un gouvernement devait suivre.

### Avec notre correspondant à Nairobi,

Le gouvernement d'union nationale devrait se composer de 35 ministres et 10 adjoints. Mais comme on s'en doutait, le partage des postes ministériels est laborieux. La méthode proposée par l'accord de paix de 2018 - un choix tournant des portefeuilles, parti par parti - n'a pas été suivie. « On n'a pas respecté le texte, car sinon, le gouvernement aurait perdu les postes-clés », confie un opposant. Un premier

blocage est survenu lorsque le SPLM-IO (Mouvement populaire de libération du Soudan en opposition) de Riek Machar a reproché au président Salva Kiir de vouloir récupérer les ministères principaux : Défense, Intérieur, Pétrole, Finance.

### « On veut une division équitable »

Après plusieurs jours de débat, le pouvoir et son principal opposant se sont finalement mis d'accord. Comme prévu, le SPLM-IO aura neuf portefeuilles. Le parti affirme même avoir récupéré ceux du Pétrole et surtout de la Défense. « C'était une bataille très intense, mais finalement nous l'avons obtenu », confie un proche de Riek Machar, ajoutant que le mouvement rebelle souhaitait refondre l'armée pour que les scénarios de 2013 et 2016, lorsque la guerre avait repris, ne se répètent pas. « On veut une division équitable, pour que les réformes soient réalisables », ajoute cette même source. En tout cas, le groupe se dit prêt



à commencer le travail.

Sauf que désormais, le blocage vient d'un autre mouvement, la SSOA (Alliance d'opposition du Soudan du Sud), qui en théorie devait obtenir trois ministères et un adjoint. Le mouvement rebelle est mécontent de la répartition, mais aussi des salaires, donnant l'impression d'un partage de gâteau entre puissants.



# L'Italie, 2e pays le plus touché, 1er décès en Afrique : Le coronavirus continue à se propager

**L**'Italie a placé dimanche un quart de sa population en quarantaine, une mesure inédite en Europe

L'Italie, 2e pays le plus touché, 1er décès en Afrique: le coronavirus continue à se propager. L'épidémie de coronavirus continue de se propager à vive allure sur la planète, provoquant la paralysie d'une partie de l'Italie et un nouvel effondrement lundi des marchés boursiers asiatiques, en particulier à Tokyo.

Si la Chine semble sortir de l'ornière avec seulement 22 décès en 24 heures -portant le total à 3.119 morts depuis décembre- et un nombre quotidien de contaminations (40) au plus bas depuis le début du décompte en janvier, les autres pays voient le nombre de morts et de cas bondir sur leur territoire.

Ils multiplient par conséquent les mesures pour tenter d'endiguer la maladie Covid-19 qui a atteint plus de 109.000 personnes et tué 3.792 personnes dans une centaine de pays et qui a fait un premier mort sur le continent africain, en Égypte.

Dans ces circonstances, les Bourses asiatiques ont chuté lundi à l'ouverture : à Tokyo, l'indice vedette Nikkei a sombré de 4,6 % et le Topix de 4,24 % en début de séance avant de creuser davantage leurs pertes à -6,15 % et -6,07 % respectivement à la pause de midi (03H00 GMT).

À Hong Kong, l'indice Hang Seng a plongé de 3,87 % dans les premiers échanges. En Chine continentale, l'indice composite de la Bourse de Shanghai a reculé de 1,56 % et celui de la Bourse de Shenzhen a perdu 1,66 %.

Restrictions italiennes

L'Italie, désormais pays le plus touché après la Chine avec 366 décès et 7.375 cas positifs, a placé dimanche un quart de sa population en quarantaine, une mesure inédite en Europe. Les mesures de confinement jusqu'au 3 avril couvrent une vaste zone dans le Nord du pays allant de Milan, la capitale économique, à Venise, haut lieu du tourisme mondial. Les déplacements y sont strictement limités.

La province chinoise du Hubei, où l'épidémie a démarré en décembre, avait pris des dispositions similaires, plaçant notamment 56 mil-



lions d'habitants en quarantaine.

De plus, les musées, salles de sport, piscines, discothèques, salles de jeux et pubs doivent rester fermés dans toute l'Italie, selon le décret signé dans la nuit de samedi à dimanche par le chef du gouvernement Giuseppe Conte. Des mutineries ayant fait au moins un mort ont éclaté dimanche dans quatre prisons italiennes après la suspension des visites familiales.

La Corée du Sud, troisième pays le plus touché, a annoncé lundi son plus faible nombre quotidien de nouvelles contaminations (248) en deux semaines, ce qui porte le total à 7.382. Elle déplore 51 décès.

L'Égypte a annoncé dimanche son premier décès, également le premier sur le continent africain : il s'agit d'un Allemand de 60 ans. Par ailleurs, un bateau de croisière avec 171 passagers dont 101 touristes étrangers, a été évacué à Louxor (sud) après la découverte de 45 cas, portant le nombre de cas en Égypte à 48. La France a interdit les rassemblements de plus de 1.000 personnes. Cinquième pays le plus touché, l'épidémie y a fait 19 morts et 1.126 personnes sont contaminées.

L'Iran a annoncé 49 nouveaux décès -la plus forte hausse quotidienne depuis ses premiers cas le 19 février- portant à 194 le total des

morts sur 6.566 cas. La compagnie publique Iran Air a suspendu tous ses vols vers l'Europe. Le bilan s'est alourdi aux États-Unis avec 21 morts -dont 17 ayant un lien avec une maison de retraite de l'État de Washington (nord-ouest)- et plus de 500 cas de contamination. Plusieurs États, sur la trentaine affectés, ont déclenché l'état d'urgence pour débloquer des ressources fédérales.

Le navire de croisière Grand Princess, bloqué au large de San Francisco avec 21 cas parmi les 3.553 passagers et membres d'équipage, va pouvoir accoster lundi à Oakland (Californie). Le Canada a fait savoir dimanche soir qu'il rapatrierait par avion, à la demande des États-Unis, ses 237 ressortissants à bord.

Par ailleurs, le sénateur du Texas et ancien candidat à la présidentielle de 2016 Ted Cruz a annoncé dimanche soir sa mise en quarantaine volontaire. Il a serré la main d'une personne porteuse du virus lors du récent grand rendez-vous annuel des conservateurs, auquel ont également participé le président Donald Trump et le vice-président Mike Pence.

Les annulations d'événements sportifs continuent de s'enchaîner. Dernière en date : le tournoi de tennis d'Indian Wells, un des plus importants des circuits ATP et WTA qui devait débiter lundi en Californie.

# Coronavirus : Annulation du CHAN 2020 au Cameroun ?

**C**a tombe très mal pour le pays de Paul Biya qui voyait l'année 2020 comme une kermesse du sport à travers les compétitions de la Confédération Africaine de Football. Mais, voilà que le coronavirus arrive au galop, juste avant le lever de rideau.

À quelques jours du coup d'envoi du Championnat d'Afrique des Nations, le Cameroun, pays hôte de la compétition (du 4 au 25 avril), a enregistré son premier cas de coronavirus, selon une annonce faite vendredi 6 mars 2020, par le ministre de la Santé Dr Manaouda Malachie.

« Il s'agit d'un citoyen français âgé de 58 ans, arrivé à Yaoundé le 24 février 2020. L'intéressé a été mis en isolement dans le centre de prise en charge de l'hôpital central de Yaoundé, pour une prise en charge appropriée », dit le communiqué.

Immédiatement après ce premier cas officiel de contamination au Cameroun, la Confédération Africaine de Football a réagi. Entre assurance et méfiance, la CAF n'a pas encore pris de décision ferme, mais observe l'évolution de la situation.

Si la situation s'aggrave (la propagation de l'épidémie), l'instance africaine n'exclut pas, un huis clos, un report ou même une annulation de cette compétition, comme toutes les autres (Ligue des Champions, Coupe de la CAF) Voici le communiqué de la CAF :

“La CAF a mandaté la commission médicale pour suivre l'évolution de cette maladie et mettre en place des mesures pour protéger la santé des joueurs et de tous les acteurs du jeu.

Une équipe a été mise en place, sous l'autorité du président de la CAF, composée d'experts de divers domaines, notamment médicaux, qui sont essentiellement responsables de la santé des joueurs et des membres de la famille du football africain.

Nous ne sommes pas extrêmement inquiets mais restons vigilants en ce qui concerne les futurs matchs et tournois tels que la Ligue des Champions de la CAF, la Coupe de la Confédération CAF et le tournoi final du Championnat d'Afrique des Nations Total (CHAN) prévu au Cameroun du 4 au 25 avril 2020.

L'équipe est en contact avec les pays organi-

sant ces matches et rend compte en temps utile des mises à jour au Comité Exécutif. Si la situation l'exige et en accord avec les pays concernés, des matches à huis clos, des reports voire des annulations sont envisagés. Dans l'intervalle, un avis aux acteurs du jeu est en cours de promulgation conformément aux directives de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).”

À peine ce communiqué publié, un autre cas de coronavirus a été confirmé par les autorités camerounaises.

Selon le document de la clinique de la Cathédrale qui dresse le parcours du premier cas en sol camerounais, plusieurs personnes auraient été contaminées. “Le franco-camerounais arrivé au Cameroun le 24 février dernier à l'aéroport Yaoundé-Nsimalen, le patient s'est rendu à la maison familiale à Bastos (Derrière magasin Zibra) à bord d'un véhicule personnel. En date du 29 février, soit 5 jours plus tard il s'est rendu à un deuil en compagnie de 4 personnes dans un véhicule personnel à Mbangassina à Ntui dans le département du Mbam et Kim, région du Centre.”, renseigne le document parvenu à notre rédaction.

A noter que 8 pays africains ont été touchés par le Coronavirus : l'Afrique du Sud, l'Égypte avec 12 nouveaux cas, l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, le Nigéria, le Sénégal, l'Afrique du Sud et le Cameroun.







## **Bélier (21 mars - 19 avril)**

Prudence avec votre relationnel au travail. Vous pourriez ressentir de l'exaspération avec certains de vos collègues, et particulièrement de sexe féminin. Votre nature impatiente risque de se trouver mise à l'épreuve. Anticipez, en évitant les discussions.

Une certaine vigilance est requise concernant vos dépenses journalières. Essayez de vous contrôler, et de modérer votre instinct d'acheteur compulsif. Quelques désagréments imprévus pourraient vous surprendre, et venir ainsi amputer votre budget.



## **Taureau (20 avril - 19 mai)**

Niveau professionnel, rien ne vous arrête, vous êtes dans une bonne dynamique. Vous ne laissez personne vous passer devant. Vous êtes prêt à vous battre bec et ongles pour conserver votre place de leader. Attention aux petits commérages.

Vous avez une nette tendance à vouloir prendre des risques. Certains vous diront que c'est abusé, d'autres vous encourageront à foncer. Quitte à investir, prenez conseil auprès de personnes avisées. La chance est avec vous, profitez-en.



## **Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

Au bureau, au téléphone, derrière un ordinateur, pendant une réunion, durant un entretien d'embauche, en tant que vendeur, manutentionnaire, employé ou cadre, vous aurez toutes les peines du monde à rassembler vos idées. Aujourd'hui, ce sera le cirque...

Un bon tuyau au tiercé ? L'opération boursière du siècle ? Un investissement réservé d'habitude aux magnats de la finance ? Dites non à tout. Les dissonances de Neptune vous feront même croire que l'univers est à vendre pour une bouchée de pain...



## **Cancer (21 juin - 21 juillet)**

Retrouver une meilleure place est votre désir ! Vous sentez une mauvaise atmosphère au travail. Elle vous pèse et engage des démarches. Votre activité peut avoir un rapport avec le classement de documents. Réfléchir, organiser peut vous être demandé.

Les dépenses concernent les charges familiales. Vous réduisez le plus possible votre train de vie. Du bricolage ou de bonnes affaires peuvent vous aider. Elles contribuent à faire des économies. Des concessions sont à faire pour garder une stabilité.



## **Lion (22 juillet - 23 août)**

Uranus va vous apporter des changements dans votre travail, domaine très important dans votre vie. Mais les transits de vos noeuds lunaires vous demandent de lâcher un peu le secteur professionnel pour vous recentrer davantage sur vous-même. Alors à l'action !

Une rentrée d'argent pourrait arriver, un héritage, un don, provenant d'un oncle d'Amérique ou d'un lointain parent. C'est une bonne nouvelle pour vous, quoi qu'il en soit. Des idées d'investissement vous taraudent, vous vous questionnez à ce sujet.



## **Vierge (23 août - 23 septembre)**

Dans le travail, vous avez besoin d'indépendance. L'occasion est peut-être venue de penser à vous installer à votre compte. Par précaution, prenez toutes les informations nécessaires avant de vous lancer dans cette nouvelle aventure.

Il est difficile de résister à l'envie de dépenser sans compter. Il suffit d'une grosse dépense imprévue, et vous paniquez. Pour surveiller vos comptes en temps et en heure, vous vous jetez illico sur l'application bancaire de votre smartphone.



## **Balance (23 septembre - 22 octobre)**

Aujourd'hui, vous serez assez soupe au lait ! Vous rêverez à d'autres horizons et vous penserez à plein de projets. En clair, à tout sauf à vos tâches professionnelles de ce jour. Vous manquerez d'assiduité... À vous de remettre la main dessus !

Remboursements de votre mutuelle, allocation, la moindre arrivée d'argent sur votre compte bancaire fera l'objet d'une vérification de votre part. Vous ne laisserez rien passer. Idem pour les dépenses. Tout devra être scrupuleusement correct !



## **Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

Changer d'activité vous séduit de plus en plus. Pour réussir à passer ce cap, écoutez les conseils des uns et des autres. Un de vos collègues vous donne du courage. Le nouveau poste peut vous délivrer des responsabilités. Gardez confiance en vos compétences !

Vous craquez pour des choses superflues. Les articles de sport ou de loisirs peuvent représenter une coquette somme ! Votre salaire couvre assez les dépenses. Il part très vite ! La situation peut vous stresser ! Pourtant, vous avez un revenu stable.



## **Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

Mercury vous aide à une communication forte. Votre esprit semble plus pétillant et créatif que jamais, votre travail s'en trouve grandement favorisé. Vous êtes curieux de tout, et votre désir d'acquiescer des connaissances est très élevé. Que du positif !

Une fois n'est pas coutume, c'est comme si vous perceviez le pouvoir de l'argent ! Pour vous, c'est juste un moyen d'agir à votre guise, il vous apporte cette liberté que vous aimez tant. Mais aujourd'hui, vous voyez la chose sous un autre angle !



## **Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

Aujourd'hui, on vous offre de nouvelles responsabilités. Un changement de poste est envisageable. Profitez-en pour vous poser les bonnes questions. Les vibrations sont favorables si vous avez un projet à concrétiser. Vous trouvez des appuis.

La stabilité est le mot d'ordre de cette journée. Vous progressez. Vos finances sont équilibrées, votre budget est bien géré. Vous profitez d'une belle éclaircie. Vous faites du profit. Les bénéfiques sont intéressants pour vos futurs projets.



## **Verseau (20 janvier - 19 février)**

Si vous êtes opérateur sur une chaîne de production, vous allez vous rendre compte que certaines pièces ne correspondent pas aux critères de qualité... Votre signal d'alerte ne sera pas entendu. Du coup, vous continuerez comme si de rien n'était.

Aujourd'hui, votre souci financier va disparaître... Non, ami Verseau, vous n'êtes pas magicien, quoique ! Vous allez simplement contacter Papa et Maman... Pouvez-vous me faire un chèque ou un virement s'il vous plaît... Et hop, plus de découvert !



## **Poisson (19 février - 21 mars)**

Face aux tâches, un moment de découragement se fait sentir. Vous avez besoin de vous épanouir ! Un nouveau travail est votre quête. Écoutez les pistes que l'on vous propose. Lisez bien les annonces. Restez prudent avant tout engagement vers un nouveau poste.

Vous devez faire attention aux dépenses exagérées. Elles ont été importantes durant tout le mois. Le temps est arrivé de faire des économies ! Pour cela, comparez les tarifs, faites du recyclage. Cette démarche peut vous aider sans vous frustrer.

# UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

## Filiales



**BDU - BF**  
BURKINA FASO



**BDU - CI**  
CÔTE D'IVOIRE



**BDM FRANCE**  
FRANCE



**BDU**  
BANCO DA UNIÃO  
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

[www.bdm-sa.com](http://www.bdm-sa.com)

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



**BDM SA**